

Émile Durkheim (1904)

**« L'élite intellectuelle
et la démocratie. »**

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>
site web: http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin

à partir de :

Émile Durkheim (1904)

« L'élite intellectuelle et la démocratie. »

Une édition électronique réalisée à partir de l'article d'Émile Durkheim « L'élite intellectuelle et la démocratie » — *Revue bleue*, 5e série, t. 1, 1904, pp. 705-706.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes
Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 28 mai 2002 à Chicoutimi, Québec.



L'élite intellectuelle et la démocratie

Par Émile Durkheim (1904)

Écrivains et savants sont des citoyens ; il est donc évident qu'ils ont le devoir strict de participer à la vie publique. Reste à savoir sous quelle forme et dans quelle mesure.

Hommes de pensée et d'imagination, il ne semble pas qu'ils soient particulièrement prédestinés à la carrière proprement politique ; car celle-ci demande, avant tout, des qualités d'hommes d'action. Même ceux dont c'est le métier de méditer sur les sociétés, même l'historien et le sociologue, ne me paraissent pas beaucoup plus aptes à ces fonctions actives que le littérateur ou le naturaliste ; car on peut avoir le génie qui fait découvrir les lois générales par lesquelles s'expliquent les faits sociaux dans le passé sans posséder pour cela le sens pratique qui fait deviner les mesures que réclame l'état d'un peuple donné, à un moment déterminé de son histoire. De même qu'un grand physiologiste est généralement un médiocre clinicien, un sociologue a bien des chances pour faire un homme d'État fort incomplet. Sans doute, il est bon que les intellectuels soient représentés dans les assemblées délibérantes ; outre que leur culture leur permet d'apporter dans les délibérations des éléments d'information qui ne sont pas négligeables, ils sont plus qualifiés que personne pour défendre, auprès des pouvoirs publics, les intérêts de l'art et de la science. Mais pour s'acquitter de cette tâche, il n'est pas nécessaire qu'ils soient nombreux dans le Parlement. D'ailleurs, on peut se demander si — sauf dans quelques cas exceptionnels de génies éminemment doués — il est possible de devenir député ou sénateur, sans cesser, dans la même mesure, de rester écrivain ou savant tant ces deux sortes de fonctions impliquent une orientation différente de l'esprit et de la volonté !

C'est donc surtout, à mon sens, par le livre, la conférence, les œuvres d'éducation populaire que doit s'exercer notre action. Nous devons être, avant tout, des *conseillers*, des *éducateurs*. Nous sommes faits pour aider nos contemporains à se reconnaître dans leurs idées et dans leurs sentiments beaucoup plutôt que pour les gouverner ; et dans l'état de confusion mentale où nous vivons, quel rôle plus utile à jouer ? D'autre part, nous nous en acquitterons d'autant mieux que nous bornerons là notre ambition. Nous gagnerons d'autant plus facilement la confiance populaire qu'on nous prêtera moins d'arrière-pensées personnelles. Il ne faut pas que, dans le conférencier d'aujourd'hui, on soupçonne le candidat de demain.

On a dit pourtant que la foule n'était pas faite pour comprendre les intellectuels, et c'est la démocratie et son soi-disant esprit béotien que l'on a rendus responsables de l'espèce d'indifférence politique dont savants et artistes ont fait preuve pendant les vingt premières années de notre troisième république. Mais ce qui montre combien cette explication est dénuée de fondement, c'est que cette indifférence a pris fin dès qu'un grand problème moral et social a été posé devant le pays. La longue abstention qui avait précédé venait donc tout simplement de ce que toute question, de nature à passionner, faisait défaut. Notre politique se traînait misérablement dans des questions de personnes. On se divisait sur le point de savoir qui devait avoir le pouvoir. Mais il n'y avait pas de grande cause impersonnelle à laquelle on pût se consacrer, point de but élevé auquel les volontés pussent se prendre. On suivait donc, plus ou moins distraitement, les menus incidents de la politique quotidienne, sans éprouver le besoin d'y intervenir. Mais dès qu'une grave question de principe a été soulevée, on a vu les savants sortir de leur laboratoire, les érudits quitter leur cabinet, se rapprocher de la foule, se mêler à sa vie, et l'expérience a prouvé qu'ils savaient s'en faire entendre.

L'agitation morale que ces événements ont suscitée n'est pas éteinte et je suis de ceux qui pensent qu'elle ne doit pas s'éteindre ; car elle est nécessaire. C'est notre accalmie d'autrefois qui était anormale et qui constituait un danger. Qu'on le regrette ou non, la période critique ouverte par la chute de l'ancien régime n'est pas close, il s'en faut ; il vaut mieux en prendre conscience que de s'abandonner à une sécurité trompeuse. L'heure du repos n'a pas sonné pour nous. Il y a trop à faire pour qu'il ne soit pas indispensable de tenir perpétuellement mobilisées, pour ainsi parler, nos énergies sociales. C'est pourquoi je crois la politique suivie dans ces quatre dernières années préférable à celle qui a précédé. C'est qu'elle a réussi à entretenir un courant durable d'activité collective, d'une certaine intensité. Certes, je suis loin de penser que l'anticléricalisme suffise à tout ; j'ai même hâte de voir la société s'attacher à des fins plus objectives. Mais l'essentiel tait de ne pas nous laisser retomber dans l'état de stagnation morale où nous nous sommes trop longtemps attardés.